



Dans une interview accordée à *Knews24*, dans le cadre de la célébration de la journée internationale des monuments et sites, l'activiste camerounais André Blaise ESSAMA jette un regard sur la société camerounaise, qu'il croit toujours sous le joug des complexes de colonisé, toujours en quête de son histoire et de son identité.

Ci-dessous l'intégralité de cette interview réalisée par Eitel Richard Nsoumb:

Au moment où la communauté internationale célèbre la journée internationale des monuments et des sites, le Cameroun est-il véritablement concerné par cette commémoration selon vous?

La société camerounaise n'a vraiment pas cette mentalité de célébrer la diversité patrimoine. Parce que l'exécutif municipal ne prend pas la peine de créer «un devoir de mémoire ». Chaque fois qu'il y a une grande icône du Cameroun qui décède, le Président Paul Biya ne s'est jamais prosterné. Voyez-vous pour ces héros nationaux assassinés (à l'instar de Rudolph Douala Manga Bell, UM Nyobe...), On devrait avoir ces exécutifs municipaux (députés, politiques...) s'incliner sur les tombes et monuments de ces personnes qui doivent être célébrées au Cameroun afin que cette habitude soit répandue partout.

Peut-on dire que le pays ne met pas assez en valeur le patrimoine camerounais ?

La loi 91-022 du 16 décembre 1991, portant réhabilitation des grandes figures de l'histoire du Cameroun n'a pas donné l'occasion au Président de la République de faire en sorte que la loi d'application soit sur cette célébration quelque chose de réjouissant. Les œuvres même de nos héros (comme la maison Douala Manga Bell à Bonanjo, devenu aujourd'hui un bar), sont délaissées. Il faut un décret d'application de cette loi afin qu'on puisse avoir des lycées et universités Um Nyobe et autres. Il s'agit de maintenir le patrimoine immatériel du Cameroun.

Votre combat pour implanter les monuments des valeurs nationales, apporte t'il des résultats probants selon vous?

Non. Il y a des grands blocages, notamment depuis le Corona Virus, les exécutifs municipaux que je rencontre, me font savoir toujours que c'est à cause de ces événements qu'on ne peut pas consacrer des décisions municipales pour ériger le monument de Ruben Um Nyobe. Et il faut dire que la jeunesse Camerounaise a des difficulté à avoir des repères sur leurs icônes historiques. L'exemple de Manu Dibango, on n'a pas de point d'arrêt pour montrer que c'est ici qu'a vécu le grand saxophoniste. C'est dommage car c'est un moyen de valoriser le pays.

Vous avez été maintes fois interpellé par les forces de l'ordre, et même emprisonné. Mais malgré tout, vous maintenez le combat pour entièrement »décoloniser « les rues camerounaises. D'où trouvez vous cette force et pensez-vous atteindre votre objectif?

Beaucoup ne comprennent pas que nous sommes en pleine décolonisation. Mais qu'à cela ne tienne, ça progresse. Dans mon quartier à Akwa, la rue qui portait le nom d'un colon (Franck ville) vient d'avoir une nouvelle dénomination »Rue du Nationaliste Dr Marcel Bébé Iyidi ». Ce qui fait avancer la lutte. C'est un peu le cas dans presque tous les artères même de la ville de Douala. C'est un motif d'encouragement à l'endroit de la jeune génération de ne pas laisser ce volet de notre mémoire.

S'il y avait un message à passer à l'endroit des populations et des gouvernants ce serait lequel?

Le peuple camerounais doit se rassembler en association pour la défense des mémoires de notre peuple. Il faut se mettre ensemble, savoir s'aimer, c'est ce qui va développer des qualités et talents que certains voudront conserver dans des mémoires. Tous les camerounais devraient aujourd'hui exiger que justice soit faite sur toutes les pensées de nos pères de la réunification (Salomon Tande Muna, John Ngu Foncha...) Certains croient qu'ils sont français ou anglais pourtant ce n'est pas le cas. À chaque peuple ses héros, à chaque nation sa fierté. Et au Cameroun nous avons des langues à préserver (Bulu, Douala, Bassa...).